



JUSTICE

Rapport sur
la solidarité
internationale
2010-2011

Table des matières

1. Introduction

2. Accords de commerce



6. Solidarité et aide humanitaire

8. Droits de la personne



11. Justice climatique

12. Carte mondiale de la solidarité du SCFP

14. Syndicats mondiaux

17. SIDA

18. Défense des droits



20. D'un océan à l'autre

22. Étapes suivantes

Donateurs du Fonds Justice mondiale



Le Rapport sur la solidarité internationale du SCFP 2010-2011 est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boul. Saint-Laurent, Ottawa (Ontario) K1G 0Z7

© SCFP 2011.

On peut se le procurer à scfp.ca

Imprimé par une entreprise syndiquée avec des encres végétales sur du papier recyclé sans chlore et contenant 100 % de matières recyclées après consommation, certifié par le Forest Stewardship Council.

sepb491

Écrit par : Rhonda Spence

Références de la rédaction :

Derek Blackadder, Michael Butler, Pat Daley, Matthew Firth, Catherine Louli, Farid C. Parvoti, Archana Rampure, Blair Redlin, Sue Roth, Beth Smillie, Rhonda Spence, Greg Taylor, Margot Young, Carol Wood

Rédactrice : Catherine Louli

Adjointes à la rédaction :

Hélène Bélanger, Julie Jobin

Traduction : Louise O'Neill

Conception : Jocelyn Renaud

Photo de la page couverture :

Rassemblement du Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud

Photo de la page couverture arrière :

Reconstruction en Haïti

Références des photos :

couverture Pat Daley, Archana Rampure, p.2 Roseanne Moran, CETA, p.6

Ronald Boisrond, p.8 Josh Berson, p.11

Michael Butler, p.12 Josh Berson, p.15

PSI, p.17 Josh Berson and Ronald

Boisrond, p.18 Rhonda Spence, p.19

Greg Taylor, p.21 Greg Taylor, Beth Smillie,

Rhonda Spence.

ISSN n°1920-1443

On peut se procurer une version électronique du Rapport sur la solidarité internationale à :

scfp.ca/2010rapportinternationale

Pour en savoir plus sur le travail de solidarité internationale du SCFP, consultez scfp.ca/justice-mondiale.



INTRO



Notre monde vit un moment historique. Jamais autant de personnes ne sont descendues dans les rues pour réclamer justice. L'aboutissement des révoltes populaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient est loin d'être certain, mais la soif de justice sociale, économique et climatique est plus forte que tout. Le courage dont font preuve des milliers de gens ordinaires devant des dictateurs puissants et sans scrupule est un exemple pour nous tous. Les membres du SCFP ont exprimé leur appui et leur admiration et espèrent que ces efforts porteront fruits. La solidarité entre travailleurs du monde entier n'a jamais été aussi cruciale.

Nous vous invitons à jeter un coup d'œil sur les progrès que nous avons réalisés dans nos projets de justice mondiale et dans notre travail international au cours de la dernière année. En particulier, nous sommes heureux des efforts déployés pour venir en aide à notre syndicat affilié, la Confédération des travailleurs des secteurs privé et public (CTSP), en Haïti, pour la reconstruction de ses bureaux. Aussi nous sommes fiers du travail considérable abattu par de jeunes militants birmans dans l'édification de leur mouvement pour la liberté et la démocratie.

Nous continuons à construire l'appui au Fonds justice mondiale. Toutefois, il reste bien du travail à faire avant d'atteindre l'autonomie financière. Il est essentiel de pouvoir compter sur un Fonds solide pour poursuivre notre important travail de solidarité internationale. Les tentatives délibérées du gouvernement fédéral pour réduire au silence les défenseurs de la justice sociale nous obligent, dans le mouvement syndical, à redoubler d'ardeur. Nos consœurs et confrères qui s'intéressent au développement international, comme les membres de la section locale 4557 du SCFP de KAIROS, ont besoin de notre solidarité. Nous incitons les membres du SCFP de tout le pays à faire savoir à leurs députés que le gouvernement doit cesser de couper les vivres aux organisations qui assurent un soutien essentiel aux plus vulnérables de la société.

Le SCFP est toujours solidaire des travailleurs du monde entier, qu'il s'agisse de nos voisins du Wisconsin ou de syndicalistes égyptiens. Heureusement, les jeunes de partout dans le monde prennent la relève dans la défense de la justice et le SCFP sera là pour appuyer la prochaine génération de leaders, que ce soit au pays ou à l'étranger.

Nous remercions les sections locales et les divisions du SCFP qui contribuent au Fonds justice mondiale et nous invitons les autres à en faire autant.

En toute solidarité,

Paul Moïst *Claude Généreux*

Le président national,
Paul Moïst

Le secrétaire-trésorier national,
Claude Généreux



RHONDA SPENCE, AGENTE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, ET LA CONSÈUR GATI MALETE, DU SAMWU, ONT RENCONTRÉ LE MAIRE DE VANCOUVER GREGOR ROBERTSON, LE CONSEILLER GEOFF MEGGS ET LE PRÉSIDENT PAUL FAORO DE LA SECTION LOCALE 15 DU SCFP.

Le Canada est toujours aussi pressé de négocier des ententes commerciales bilatérales avec les pays du sud et s'apprête à conclure, d'ici la fin de 2011, l'accord économique et commercial global (AECG) avec l'union européenne (UE). Des ententes ont été signées avec le Pérou, le Panama et la Colombie et le gouvernement fédéral est proche d'un accord avec le Honduras. Ces accords de commerce s'inspirent de l'accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et portent sur le droit des entreprises à accroître les investissements et les profits, sans tenir compte des travailleurs et des pauvres. Ce sont les sociétés minières canadiennes qui en profiteront le plus, aux dépens de l'environnement et de la sécurité alimentaire. Sans protection adéquate en matière de droits de la personne, les peuples autochtones et les petits agriculteurs continueront à être poussés hors de leurs terres, en particulier en Colombie et au Honduras.

ACCORDS

DE COMMERCE

Honduras

Depuis le coup d'état de 2009 au Honduras, les violations des droits de la personne se poursuivent sous le gouvernement Lobo. Les représailles contre les femmes ont augmenté, tout comme la violence à l'égard des journalistes et des enseignants, qui ont pris une ampleur radicale compte tenu du rôle qu'ils ont joué dans la résistance au régime.

L'organisation partenaire du SCFP, le CODEMUH, a été un chef de file de la résistance en réclamant la protection des droits de la personne. Maria Luisa Regalado, coordonnatrice générale du CODEMUH, a témoigné au comité permanent canadien des affaires

étrangères et du développement international sur la situation des droits de la personne au Honduras. Elle a expliqué que le commerce, notamment dans l'industrie des maquilas, n'a pas permis d'améliorer la vie des travailleurs honduriens.

Encore une fois, comme il l'a fait avec la Colombie, le gouvernement canadien veut conclure un accord de libre-échange avec un pays qui se rit de la règle de droit et qui a recours à la répression et à la violence contre ceux qui veulent la justice économique et sociale.

Colombie

Une courageuse militante colombienne des droits de la personne

a conquis les délégués au congrès annuel du SCFP-Saskatchewan cette année.

Utilisant les services d'un interprète, Berenice Celeyta, une toute petite femme, a décrit la lutte pour les droits de la personne en Colombie. Environ 4,5 millions de personnes ont été expulsées de leurs terres par les forces paramilitaires, qui ont des liens avec l'armée et avec le gouvernement de la Colombie, pour faire de la place aux multinationales des ressources.

L'entente de libre-échange conclue par le gouvernement Harper avec la Colombie, entrée en vigueur l'année dernière,

scfp.ca/commerce

exacerbe le problème car elle augmente les investissements étrangers, en particulier dans le secteur minier, ce qui fera perdre leurs droits à d'autres Colombiens.

Berenice Celeyta, qui est aussi directrice de NOMADESC, une organisation de défense des droits de la personne appuyée par le SCFP à Cali, en Colombie, a souligné que les trois dernières décennies avaient été les plus violentes de toute l'histoire du pays.

Elle a déclaré aux délégués que, chaque année, 8000 personnes sont assassinées en Colombie pour des motifs politiques. Beaucoup sont des dirigeants syndicaux qui s'opposent aux projets de privatisation des soins de santé, de l'éducation, de l'électricité, de l'eau et d'autres importantes ressources envisagés par le gouvernement.

Des travailleurs qui ont lutté contre la privatisation ont été emprisonnés, persécutés et même tués, et beaucoup de ces crimes ont été commandités par l'État.

Berenice, qui a dû déménager ses bureaux plusieurs fois au cours des dernières années après avoir reçu des menaces de mort, est toujours déterminée à poursuivre son travail. Elle soutient qu'il est préférable de mourir pour quelque chose que de vivre pour rien.

Pour Paul Moist, président national du SCFP, Berenice est une championne de la liberté et une héroïne.

Le discours prononcé par la consœur Berenice devant les délégués de la Saskatchewan était le point final d'une tournée réussie qui l'a emmenée d'Ottawa à Vancouver et au cours de laquelle elle a rencontré les dirigeants, le personnel et les leaders locaux du SCFP. Son organisation joue un rôle critique dans le soutien à la campagne en faveur des droits de la personne et des droits syndicaux. Le SCFP continuera à faire pression pour que cesse la violence en Colombie et à exiger que les responsables des crimes soient traduits en justice. Avec d'autres, le SCFP continuera à surveiller de près la situation des droits de la personne et à exiger des comptes du gouvernement du Canada et des entreprises canadiennes qui investissent en Colombie.

AECG

L'accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne (UE) est la menace la plus sérieuse qui pèse sur les services publics du Canada. Son but est de donner aux multinationales européennes l'accès aux administrations provinciales et municipales. Le SCFP s'oppose à cette entente qui enlèvera leurs pouvoirs aux administrations locales et aux collectivités et qui en accordera de plus grands aux sociétés multinationales. L'accord menace le système d'eau publique du Canada, il nuira à la création d'emplois locaux et il fera grimper en flèche le coût des médicaments d'ordonnance.

En janvier, Blair Redlin, conseiller à la recherche, au SCFP, s'est joint à d'autres membres de la délégation du Réseau pour le commerce juste (RCJ) qui se sont rendus en Europe pour aider à bloquer l'entente. La délégation a participé à des manifestations, accordé des entrevues aux médias, rencontré des négociateurs de gouvernements provinciaux et élaboré des stratégies avec des alliés européens aux bureaux de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP). Ensemble, les militants ont fait du lobbying auprès des parlementaires européens, à qui ils ont offert une séance spéciale d'information.

Ce printemps, le président national du SCFP, Paul Moist et le secrétaire-trésorier national Claude Généreux, ont entrepris une importante tournée avec la présidente du Conseil des Canadiens, Maude Barlow, dans le but de sensibiliser le public aux dangers de ce projet d'accord, et d'affirmer que les collectivités canadiennes ne sont pas à vendre. La tournée s'arrêtera notamment à Calgary, Montréal, Toronto, Saskatoon, Winnipeg, Halifax et St. John's. Le gouvernement Harper veut que l'accord soit signé d'ici janvier 2012.



DEUXIÈME À PARTIR DE LA GAUCHE, BLAIR REDLIN, CONSEILLER À LA RECHERCHE AU SCFP S'EST JOINT AUX MEMBRES DES DÉLÉGATIONS DU RÉSEAU POUR LE COMMERCE JUSTE ET DU CONSEIL DES CANADIENS EN EUROPE POUR AIDER À STOPPER L'AECG.

L'AECG MENACE LE SYSTÈME D'EAU
PUBLIQUE DU CANADA, IL NUIRA À LA CRÉATION
D'EMPLOIS LOCAUX ET IL FERA GRIMPER EN FLÈCHE
LE COÛT DES MÉDICAMENTS D'ORDONNANCE.



UNE PELLETÉE DE TERRE POUR RECONSTRUIRE LE SIÈGE DE LA CTSP EN HAÏTI.

SOLIDARITÉ

et aide
humanitaire

Pakistan

Après les inondations dévastatrices qui ont affligé le Pakistan et sur la recommandation de l'Internationale des Services Publics (ISP) et de la Fédération du travail du Pakistan, le SCFP a donné 50 000 \$ aux sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Haïti

Un an après le terrible tremblement de terre qui a frappé Haïti, les syndicats du secteur public canadien ont offert une aide financière et technique pour la



reconstruction du siège de la Confédération des travailleurs des secteurs public et privé (CTSP), à Port-au-Prince. Les plans du nouvel édifice ont déjà été approuvés et la construction a débuté au printemps.

Dirigée par le secrétaire-trésorier national du SCFP, Claude Généreux, une délégation de syndicalistes armés de compétences et de connaissances spécifiques s'est rendue à Haïti en mars pour amorcer les travaux.

La CTSP représente plus de 8000 travailleurs des secteurs de la santé, de l'éducation, de l'électricité et des services municipaux. À l'heure actuelle, la CTSP est logée dans une tente de 3 mètres par 4 mètres. Les nouveaux bureaux aideront le

syndicat à répondre aux besoins de ses membres et à jouer un rôle proactif dans la reconstruction d'Haïti.

Le confrère Généreux a informé les membres que les travailleurs et les syndicats haïtiens sont maintenant sur le terrain et qu'ils contribuent à la reconstruction avec leurs compatriotes dans des conditions extrêmement difficiles. L'aide apportée par les syndicats canadiens aux syndicats haïtiens aura un impact direct sur le terrain et fournira l'infrastructure nécessaire.

Un atelier de deux jours basé sur la formation suivie par les agents financiers du SCFP a été offert aux membres, qui ont notamment appris à remplir un grand livre à la main ou à l'aide de logiciels comme Microsoft Excel.

En plus du SCFP, les syndicats suivants ont participé au projet : l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), l'Union internationale des employés des services (UIES), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPO) et l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS). Ces syndicats ont promis une contribution de 100 000 \$, un montant à peu près équivalent aux coûts estimés du projet.

La collaboration exemplaire entre les syndicats montre bien que la solidarité, plus qu'un simple idéal, s'enracine dans l'action concrète.

scfp.ca/justice-mondiale

DROITS DE LA PERSONNE



Birmanie

Avec l'appui du Fonds justice mondiale, la section locale 2440 du SCFP (CUSO-VSO) en est à la deuxième année d'un projet de soutien aux organisations de défense des droits de la personne. En janvier, Marian White, membre de la section locale 2440 du SCFP et coprésidente du comité justice mondiale, et Rhonda Spence, conseillère à la solidarité internationale du SCFP, se sont rendues en Thaïlande pour rencontrer des organisations birmanes œuvrant à la frontière thaïlanno-birmane. Elles ont pu mieux comprendre la situation des militants birmans qui s'efforcent de documenter les violations des droits de la personne en Birmanie. Ils mènent une campagne pour mettre fin à la dictature militaire et édifier un État démocratique.

Elles ont visité Chiang Mai au nord-est de la Thaïlande et Mae Sot à la frontière birmane. Elles ont rencontré des organisations de défense des droits de la personne, des femmes

de l'environnement et des jeunes. Tous ces groupes collaborent pour documenter et rendre publique la terrible situation dans laquelle se trouvent les citoyens birmans. Ils ont mis sur pied une campagne pour demander à l'ONU de tenir une commission d'enquête sur les violations flagrantes des droits de la personne, en particulier les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis en Birmanie.

Sur le terrain, l'appui du SCFP aide les militants à bâtir leur réseau, à échanger leurs compétences et à briser les barrières ethniques pour édifier un mouvement plus uni. La plupart des organisations fonctionnent sans reconnaissance légale en Thaïlande et nombre de militants sont sans papiers. Autrement dit, ils doivent agir dans la clandestinité, car les autorités thaïlandaises ne sont pas très sympathiques à leur cause.

Les militants birmans prennent d'importants risques lorsqu'ils se déplacent en Birmanie pour

enregistrer ce qui s'y passe. La plupart n'ont aucun document d'identité légal. D'autres, qui ont un statut de réfugié, vivent dans les camps de Mae Sot et sont admissibles à la réinsertion. Ce qui signifie, un besoin constant de former de nouveaux militants.

Avec les mégaprojets entrepris en Birmanie, en particulier par la Chine et l'Inde, il est extrêmement difficile de trouver une solution à cette situation. De grands pipelines sont sur le point d'être construits et une nouvelle zone de libre-échange économique est sur le point d'être établie. La dictature militaire est prête à continuer à chasser les gens de leurs terres pour faire place aux investissements étrangers et à maintenir sa pratique de travail forcé. Des progrès minimes ont été réalisés dans le dossier du travail forcé par le bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Rangoon.

scfp.ca/justice-mondiale

Les femmes et les syndicats en Afrique du Sud

Cent membres du Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU) se sont réunis à Johannesburg en novembre 2010 pour participer à un atelier sans précédent sur l'intégration de la lutte pour l'égalité des femmes à la lutte générale du mouvement syndical sud-africain pour les droits des travailleurs et contre la corruption du gouvernement.

L'atelier, qui s'inscrit dans un projet pluriannuel entre le SCFP et le SAMWU sur la syndicalisation des femmes travaillant à contrat pour diverses municipalités sud-africaines, a permis aux militantes du SAMWU d'apprendre de leurs réussites et de leurs défis.

C'est dans la province d'Eastern Cape qu'on a le mieux réussi à recruter de nouveaux membres et rapatrier à l'interne les services. Non seulement les travailleuses d'Afrique du Sud sont-elles mal payées – surtout lorsqu'elles travaillent à contrat, souvent par l'intermédiaire de courtiers en emplois – beaucoup d'entre elles n'ont même pas accès au transport, aux communications, au logement et aux autres infrastructures que l'on tient pour acquis au Canada.

Au printemps, les membres qui assistaient aux congrès du SCFP-Manitoba et du SCFP-C.-B. ont pu entendre en personne la dirigeante du SAMWU Gati Maleté

parler du projet et des défis que doivent relever ses membres. La lutte contre la privatisation et le rôle de leadership joué par le syndicat dans la promotion des services publics ont trouvé écho chez les délégués.

La camarade Maleté est une militante politique et syndicale de longue date. Elle était auparavant présidente du comité national des femmes du SAMWU. Ses discussions avec les délégués du SCFP ont aidé à consolider nos liens avec les travailleurs sud-africains et à accroître la solidarité entre nos deux syndicats.

Justice de l'eau

Le mouvement de la justice de l'eau a gagné du terrain grâce à une série importante d'activités et de victoires internationales. En juillet, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, avec une écrasante majorité, une résolution déclarant que le droit à une eau potable salubre et limpide et à des services d'assainissement des eaux est un droit universel. La résolution, présentée par le gouvernement bolivien, prévoit aussi une aide financière, technologique et de développement des ressources pour les pays en voie de développement.

Peu après la décision de l'ONU, une cour d'appel du Botswana a jugé que les Bochimans du Kalahari avaient le droit d'accéder à l'eau des puits de leurs terres ancestrales situées dans la réserve de chasse du Kalahari central. Cette victoire a suivi

une bataille juridique de huit ans et constitue une étape importante dans l'établissement de l'accès à l'eau en tant que droit universel protégé par la loi.

Partout en Europe, le mouvement contre la privatisation et pour le rapatriement à l'interne des services continue de prendre de l'expansion. En particulier, on peut citer l'exemple de la remunicipalisation à l'interne des services d'eau à Paris. C'est en France que se trouvent les plus grands privatiseurs d'eau, Suez et Veolia. En Italie, la campagne pour la tenue d'un référendum contre une loi récente privatisant les services d'eau a permis de recueillir plus de 1,4 million de signatures. C'est presque un million de plus qu'il en fallait pour tenir un référendum. À Berlin, les organisateurs de campagnes pour l'eau publique ont réussi à forcer la tenue d'un référendum pour annuler les contrats conclus par la ville avec des sociétés privées des eaux.

Toutes ces victoires donnent des ailes au mouvement et on compte organiser un Forum alternatif mondial de l'eau en 2012 en parallèle avec le prochain Forum mondial de l'eau. Le SCFP, par l'entremise de l'ISP, prendra part à l'organisation et travaillera avec ses alliés du Canada et d'ailleurs dans le monde.

JUSTICE CLIMATIQUE

Le SCFP a participé à la 16^e Conférence des parties (CDP16) de la Convention-cadre des Nations Unies à Cancun, au Mexique, en décembre 2010. Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP, Pierre Ducasse et Matthew Firth, membres du personnel national, et les membres du Comité national de l'environnement Carolyn Unsworth et Carina Ebnoether y ont représenté le SCFP.

Entre autres faits saillants de la rencontre, les 150 délégués de mouvements progressistes participant à la CDP16 se sont rassemblés pour discuter de mobilisation en faveur de l'action contre les changements climatiques. Ce sommet parallèle à la CDP16 avait été organisé par le Cornell Global Labor Institute. Le confrère Claude Généreux a pris la parole à l'événement et a fourni aux délégués un exemple de coopération efficace lorsqu'il a décrit le travail entrepris par le SCFP dans les dossiers de l'eau avec le Conseil des Canadiens. M. Généreux a aussi parlé de la détermination des travailleurs à édifier une société plus durable avec un climat stable.

Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, a imploré les délégués des différents mouvements à voir que les luttes des autres sont aussi importantes que les leurs. Bill McKibben, fondateur du mouvement 350.org, a insisté sur l'urgence d'une réduction radicale des émissions de gaz à effet de serre. M. McKibben, environnementaliste de longue date, a souligné que la solidarité propre au mouvement syndical, c'est-à-dire la collaboration pour le bien de tous, est un principe qui doit guider tous les groupes progressistes qui veulent la justice climatique.

scfp.ca/environnement



CARTE MONDIALE

DE LA SOLIDARITÉ DU SCFP POUR 2010-2011

- **Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes**

ACCESO International : Don

Guatemala : Protestation contre l'assassinat de leaders syndicaux

Équateur : Condamnation de la tentative de coup d'État

Haïti : Lettre pour protester contre l'assassinat d'un leader syndical

Haïti : Appui au projet de construction de l'édifice de la CTSP

Honduras : Trevor Davies (v.-p. régional du SCFP-C.-B.), échange sur la SST avec CODEMUH

Colombie : Appui à NOMADESC et appel à la fin de la violence et des menaces

Cuba : SNTAP (Syndicat national des travailleurs de l'administration publique), projet justice mondiale

Nicaragua : MEC, projet justice mondiale

- **Amérique du Nord**

International : Appui à la résolution 1325 d'UNIFEM sur le maintien de la paix et les femmes

International : Appui à RadioLabour

Salvador : Justice pour Jose – campagne pour empêcher l'expulsion du Canada de l'ancien étudiant militant

Hamilton : Appui à LabourStart et participation à la conférence sur la solidarité mondiale de LabourStart

Amnistie internationale

Conseil canadien pour la coopération internationale et le Groupe d'orientation politique pour les Amériques

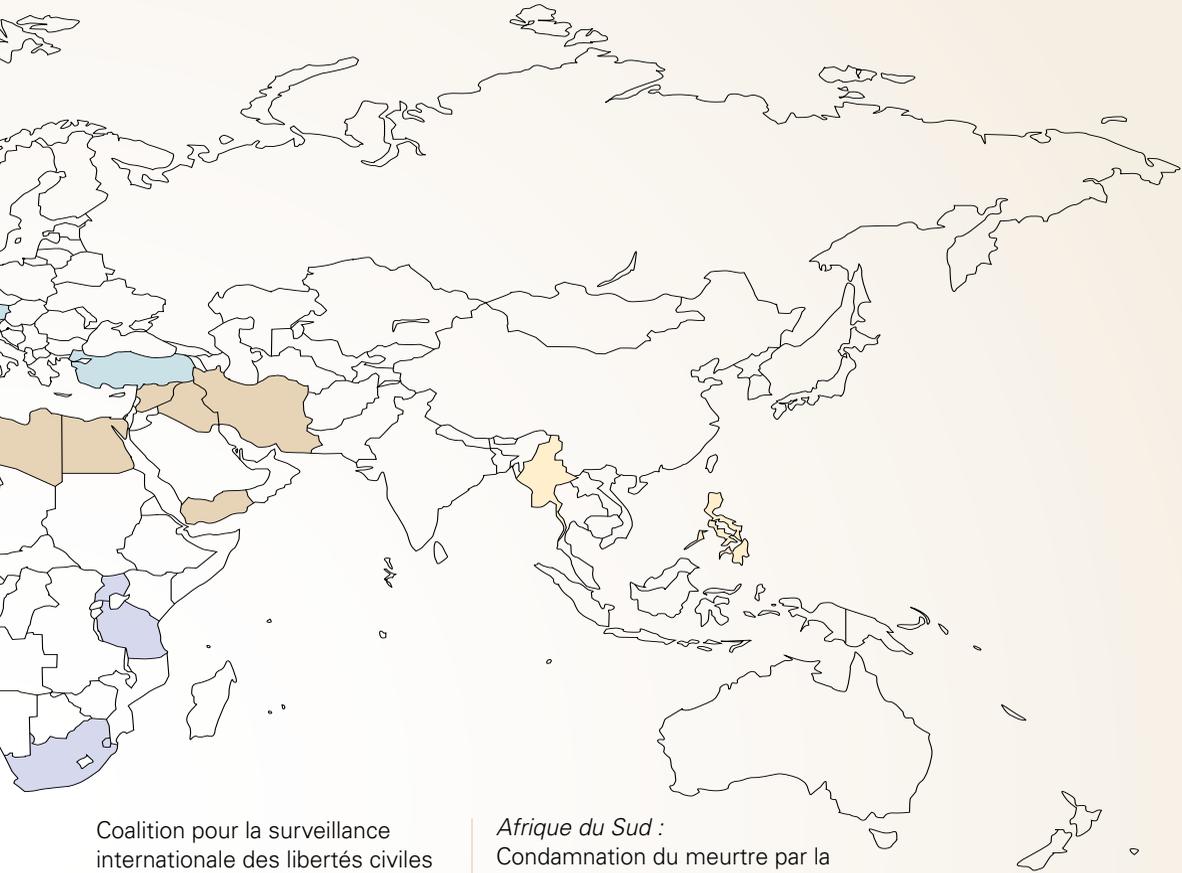
Réseau de solidarité avec les maquilas

Common Frontiers

Women's Human Rights Institute

Saskatoon : Opposition aux sanctions prises contre Abovian Abdelrazik, Journée des droits de la personne

International : Rassemblements dans le cadre des Journées d'action pour le Mexique, à Ottawa, Montréal, Toronto et Vancouver



Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC)

Toronto : Sommet populaire et rassemblement aux réunions des G8 et G20

Toronto : Dîner Cesar E. Chavez – Black Eagle

Wisconsin, É.-U. : Participation des délégués du SCFP au rassemblement de solidarité de l'AFL-CIO

Tim Maguire, de la section locale 79 du SCFP, et Judy Henley, v.-p. de la Saskatchewan au Conseil exécutif national, ont participé au Dialogue *Caribbes*-Canada des futurs leaders de 2011

● **Afrique**

Ouganda : Condamnation de l'oppression des citoyens LGBT

Appui à la Journée d'action du Swaziland pour la démocratie et les droits syndicaux

Afrique du Sud :

Condamnation du meurtre par la police d'un délégué syndical du SAMWU

Afrique du Sud : Projet justice mondiale avec le SAMWU

Tanzanie : Le confrère Trevor Thame, de la section locale 50 du SCFP, s'y est rendu avec Youth Challenge International pour travailler avec des jeunes locaux, notamment en matière de santé sexuelle

● **Europe**

Suisse : Conférence sur des services publics de qualité

Suisse : Réunions des comités de l'ISP

Vienne : Réunion sur le sida

Turquie : Lettre de protestation contre l'emprisonnement de syndicalistes

Angleterre : Appui à UNISON pour la défense des services publics

● **Moyen-Orient et Asie**

Irak : Interdiction des syndicats dans le secteur de l'électricité

Moyen-Orient : Appui aux syndicats indépendants

Gaza : Condamnation de l'attaque menée par la marine israélienne contre un convoi d'aide humanitaire en route vers Gaza

Iran : Appui aux travailleurs

Philippines : Solidarité avec les syndicats ACT et COURAGE

Birmanie : Projet justice mondial « Appui aux défenseurs birmans des droits de la personne »



PAUL MOIST, PRÉSIDENT NATIONAL DU SCFP, AVEC GATI MALETTE.

Le SCFP a intensifié sa participation à l'ISP. En effet, le président national du SCFP Paul Moist a accepté un mandat de trois ans comme chef en titre des affiliés canadiens de l'ISP. Le confrère Moist représente les syndicats canadiens pour la région des Amériques au Conseil exécutif mondial. Il assume également la coprésidence du Conseil exécutif régional des Amériques avec la consœur Juneia Batista, du Brésil.



DE GAUCHE À DROITE, SINDA CATHCART, RHONDA SPENCE (AGENTE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE), CLAUDE GÉNÉREUX (SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL), YOLANDA McLEAN (VICE-PRÉSIDENTE DE LA DIVERSITÉ) ET KELTI CAMERON (CONSEILLÈRE RECHERCHE AU SCFP) À LA RÉUNION DE L'ISP EN COLOMBIE.

Le congrès de la CSI est vital à la stratégie syndicale internationale

Au congrès mondial de la Confédération syndicale internationale (CSI), tenu à Vancouver en juin 2010, le SCFP était représenté par le confrère Moist comme membre de la délégation du Congrès du travail du Canada (CTC). Le thème de la conférence était *Maintenant le peuple : de la crise à la justice mondiale*. L'événement rassemblait des syndicalistes du monde entier pour la première fois depuis la crise économique mondiale. Les délégués ont discuté de l'impact du ralentissement financier mondial sur les travailleurs et ont commencé à élaborer un plan pour donner la priorité à l'intérêt des peuples. Le SCFP a participé avec le CTC à une réunion avec la Confédération européenne des syndicats pour discuter de l'AECG.

Réunion mondiale en Colombie pour défendre les services publics

Quelques mois plus tard, en septembre, la conférence régionale des Amériques de l'ISP (IAMRECON) a eu lieu à Carthagène, en Colombie. La délégation du SCFP, dirigée par le secrétaire-trésorier national Claude Généreux, était formée de Sinda Cathcart, section locale 3967 du SCFP, Yolanda McClean, vice-présidente de la diversité, Kelti Cameron, conseillère à la recherche, et Rhonda Spence, conseillère à la solidarité internationale. Les membres ont participé à des ateliers sur l'environnement, les services d'électricité, les soins de santé, l'éducation postsecondaire, les municipalités et les services d'eau et d'assainissement. En tenant la rencontre en Colombie, l'ISP faisait savoir haut et fort au gouvernement colombien qu'il était urgent de mettre fin à la violence contre les syndicalistes du pays et de respecter les droits fondamentaux.

L'ISP agit en faveur des services publics de qualité

En octobre 2010, le président national du SCFP Paul Moist, la conseillère à la solidarité internationale Rhonda Spence et l'économiste principal Toby Sanger ont assisté à une conférence de l'ISP tenue à Genève pour lancer une campagne mondiale visant à susciter l'appui public et politique pour des services publics de qualité. À travers des forums, des ateliers et des discussions, la conférence était destinée à élaborer des stratégies innovatrices pour améliorer et accroître la qualité des services publics dans le monde. Une charte des services publics de qualité et un plan d'action ont été rédigés et ont depuis été adoptés par le Conseil des syndicats mondiaux.

www.world-psi.org

Appui financier aux syndicats indépendants par l'entremise de la CSI

Iran

Le SCFP supporte toujours l'appel à la démocratie en Iran et soutient les militants syndicaux en écrivant des lettres de protestation et en s'élevant contre la répression exercée par le gouvernement iranien.

L'élection à un poste de direction d'un syndicat est une garantie de peine d'emprisonnement ou de congédiement et, dans certains cas, d'exécution. Les militants de la Société d'autobus de Téhéran et des banlieues sont régulièrement arrêtés par un gouvernement qui veut perturber leurs activités syndicales.

Presque tous les représentants élus du Syndicat des travailleurs de la Société de la canne à sucre de Haft Tapeh entrent et sortent de prison depuis 2009.

Les militants syndicaux et leurs organisations en Iran font l'objet de toutes ces attaques pendant que le gouvernement se lance dans de vastes politiques néolibérales de privatisation et d'élimination de subventions à des programmes destinés à répondre aux besoins les plus fondamentaux de la population iranienne.

Mexique

Lorsque le gouvernement mexicain a congédié plus de 40 000 travailleurs de l'électricité en 2009 pour privatiser l'entreprise et liquider le Syndicat

mexicain des travailleurs de l'électricité (SME), les membres du SCFP ont manifesté leur solidarité en participant à une délégation du Groupe de travail national tripartite du secteur de l'énergie qui s'est rendue au Mexique et a offert un soutien financier au syndicat.

Systématiquement et à répétition, le gouvernement mexicain a enfreint les lois du Mexique et les normes internationales pour écraser les syndicats indépendants. En février 2011, le syndicat UNI Global Union a proposé la tenue de journées d'action pour souligner le cinquième anniversaire de l'immense explosion survenue dans une mine du nord du Mexique au cours de laquelle 65 membres du Syndicat mexicain des mineurs ont perdu la vie.

Des travailleurs du monde entier ont pris part à des activités organisées du 14 au 19 février pour exiger que le gouvernement mexicain respecte le droit à la liberté d'association et mette fin à ses campagnes de persécution. Le SCFP a participé à des manifestations organisées à Montréal, Ottawa, Toronto et Vancouver.

Rencontre du Réseau national tripartite des travailleurs de l'énergie

La quatrième rencontre du Réseau national des travailleurs de l'énergie a eu lieu en janvier, à Los Angeles. Charles Fleury, de la section locale 1500 du SCFP, Mark Hadder, de la section locale 998 du SCFP, et Dave Shier, de la section locale 1000 du SCFP, se sont joints aux membres de plus

de 20 syndicats et groupes de la société civile du Mexique, des États-Unis et du Canada. Ils ont notamment discuté des effets du commerce, de la privatisation et de l'intégration de l'énergie sur les emplois, la santé et la sécurité, l'environnement, les droits de la personne et le droit à une énergie durable et sûre.

Le confrère Fleury a présenté un exposé sur les effets de la déréglementation, de la restructuration et du libre-échange et sur le contrôle qu'exerce le secteur privé sur l'énergie renouvelable. Aux États-Unis, la déréglementation a augmenté les monopoles des sociétés, réduit la main-d'œuvre de 40 pour cent et mené à l'exploitation des nouvelles installations par des travailleurs non syndiqués. Au Mexique, les droits syndicaux et les droits de la personne sont gravement menacés par la campagne d'élimination des syndicats indépendants qui se poursuit. De nombreux enjeux concernant les peuples autochtones, comme les demandes environnementales et territoriales au Canada et les déplacements forcés au Mexique, ont été soulevés.

Les recommandations de la rencontre incluent le maintien de l'appui aux syndicats mexicains et la recherche sur les entreprises d'énergie du Canada et des États-Unis qui font affaire au Mexique. Les enjeux relatifs à l'environnement, au pic pétrolier et à la santé-sécurité seront à l'ordre du jour de la rencontre de l'année prochaine.



SIDA ■ TRAITEMENT ET RESPECT DES DROITS UNIVERSELS, DEUX CÔTÉS D'UNE ■ MÊME MÉDAILLE

Le respect des droits universels et la prévention sont inséparables des stratégies de traitement pour contrer efficacement l'épidémie du sida. La lutte contre la stigmatisation et l'investissement dans la prévention et l'éducation sont aussi des éléments importants de l'équation. C'est ce message qu'ont transmis les délégués du SCFP à la 18^e Conférence internationale sur le sida tenue à Vienne, en juillet 2010.

Le thème de la conférence, « Les droits : ici et maintenant », reconnaissait que la prévention et le traitement sont impossibles sans le respect des droits universels. Les groupes scientifiques et de défense des droits de la personne conviennent qu'ils doivent travailler main dans la main.

Chaque jour, on recense 7 400 nouvelles infections et 5 000 personnes meurent. Parmi les personnes nouvellement infectées, 97 pour cent viennent de pays aux revenus faibles à moyens, ce qui en fait une question de justice sociale et de droits de la personne.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, même si les taux mondiaux d'infection ont baissé depuis quelques années, ils demeurent élevés parmi les groupes stigmatisés comme les travailleuses et travailleurs du sexe, les utilisateurs de drogues injectables et les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH).

Les HSH courent 19,3 fois plus de risque d'être infectés que la population générale. L'homosexualité étant un crime dans 80 pays, nous savons que la prévention pour les HSH est loin d'être optimale. Les statistiques montrent que les pays où les infections au VIH grimpent sont aussi les pays où l'homosexualité est illégale.

La même chose vaut pour les utilisateurs de drogues injectables. La stigmatisation est un frein au traitement. Par exemple, sur 100 utilisateurs de drogues injectables en Europe de l'Est et en Asie centrale, un seul est traité. Quarante pour cent des pays réduisent ou limitent l'accès de ces personnes au traitement contre le VIH.

La délégation à la conférence était composée des personnes suivantes : Sue Roth, section locale 1063 et membre du Comité Justice mondiale du SCFP; Gloria Lépine, section locale 3550 et membre du Conseil national autochtone du SCFP; et Michael Butler, adjoint exécutif au secrétaire-trésorier national. Ils ont été rejoints par Trevor Gray, membre de la section locale 4308, qui travaille pour le Réseau d'action en faveur des prisonniers atteints du sida à Toronto, et par Victor Elkins, membre du Syndicat des employés d'hôpitaux et représentant du Congrès du travail du Canada.

Le SCFP a déterminé que le sida était un enjeu prioritaire dans le document d'orientation stratégique adopté à son dernier congrès national. Notre plus récent moyen d'action était une pétition en ligne lancée à la veille de la rencontre des dirigeants du G8 en juin 2010 pour appuyer l'appel des syndicats africains en faveur de l'accès universel au traitement et aux services.





PROJET THAÏLANDO-BIRMAN DE DÉFENSE DES DROITS DE LA PERSONNE.

Promotion de la démocratie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Nulle part le mouvement en faveur de la démocratie n'a-t-il été aussi dramatique que pendant les soulèvements qui ont eu lieu récemment dans tout le monde arabe. La Tunisie a ouvert la voie et l'Égypte a emboîté le pas, suivie de la Jordanie, du Bahreïn, du Yémen, de la Libye et de la Syrie. Partout, des gens ordinaires exigent la justice sociale et économique et la liberté politique.

Depuis 1957, tous les syndicats égyptiens sont contrôlés par l'État, par l'entremise de la Fédération des syndicats égyptiens (FSE) dirigée par le gouvernement.

Mais la situation a changé au cours d'une rencontre qui a eu lieu à la place Tahrir, au beau milieu des manifestations contre le régime Moubarak. Quatre des plus grands syndicats du pays ont alors formé la Fédération indépendante des syndicats d'Égypte (FISE).

C'est à cette rencontre que les militants ont établi leur objectif premier : la hausse du salaire minimum.

Le salaire minimum est présentement à 35 livres égyptiennes par mois, environ 5,75 \$ canadiens. Mais le plus troublant, c'est qu'il n'a pas augmenté depuis 1984. Difficile de trouver un meilleur exemple de ce qui peut se passer en l'absence de syndicats forts et indépendants.

Bien que les événements des derniers mois aient été passionnants à suivre, il est évident que la lutte de nos consœurs et confrères égyptiens est encore loin d'être terminée.

Défense des DROITS



Le SCFP a rapidement accordé son appui aux moyens d'action entrepris au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en écrivant des lettres et en offrant son soutien aux syndicats indépendants. Au moment de rédiger le présent rapport, la situation en Libye demeure incertaine. Bien que le Bahreïn, le Yémen et la Jordanie aient mis en œuvre quelques mesures de changement, le chemin à parcourir est encore long.

Solidarité avec nos voisins du sud

De l'autre côté de la planète et un peu plus près de chez nous, d'autres travailleurs sont descendus dans les rues, cette fois-ci à Madison, au Wisconsin.

L'une des répercussions les plus troublantes de la crise économique mondiale a sans doute été l'attaque lancée contre les droits des travailleurs aux États-Unis. Plutôt que de tenir Wall Street responsable du désastre financier, les politiciens de droite de nombreux États

ont profité de la situation pour dépouiller les travailleurs du secteur public de leurs droits.

Sous prétexte de s'attaquer au déficit budgétaire de l'État, le gouverneur républicain du Wisconsin, Scott Walker, tente d'anéantir le droit à la négociation collective dans le secteur public. Mais M. Walker a bien mal évalué la détermination des travailleurs et l'appui que leur accordent les citoyens du Wisconsin.

Le SCFP a encore une fois fait preuve de solidarité, entre autres en écrivant des lettres de protestation aux représentants des gouvernements du Wisconsin et de l'Ohio. Le président national du SCFP, Paul Moist, a traversé la frontière vers le sud pour se joindre aux milliers de manifestants qui se sont mobilisés en faveur de la justice. Le SCFP a aussi fourni un soutien organisationnel sur le terrain pour appuyer la riposte.



DES MILLIERS DE PERSONNES ONT MANIFESTÉ À MADISON, AU WISCONSIN, ET LE SCFP Y ÉTAIT.

D'UN OCÉAN À L'AUTRE

Dans chaque région du pays, les membres du SCFP ont été actifs sur le front de la solidarité internationale. Que ce soient les sections locales qui prennent la tête de projets internationaux ou des membres qui participent à titre individuel à des programmes mondiaux, l'intérêt manifesté à l'égard des activités internationales du SCFP est en hausse.

Nous avons notamment invité nos partenaires de la justice mondiale à trois congrès provinciaux, où ils ont été chaleureusement accueillis. Ils ont présenté un compte rendu direct des projets appuyés par les délégués. Et, à presque tous les congrès, des résolutions d'appui au Fonds Justice mondiale ont été adoptées.

Dans l'ouest du Canada, les délégués aux congrès de la Saskatchewan et du Manitoba ont adopté des résolutions d'appui au Fonds Justice mondiale.

Les délégués de la Saskatchewan ont pu entendre Berenice Celeyta, militante des droits de la personne en Colombie, et ils ont offert à son organisation une contribution financière qui a été égalée par le syndicat national.

Au Manitoba et en Colombie-Britannique, la consœur Gati Maleté, du Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU), a parlé de l'efficacité du projet entrepris par le SCFP et le SAMWU sur la lutte contre la privatisation et l'augmentation de la participation des femmes aux activités syndicales. La consœur Gati a rencontré plusieurs membres de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, ainsi que le maire de Vancouver, Gregor Robertson.

Pour sa part, le secrétaire-trésorier national du SCFP, Claude Généreux, a présenté aux délégués des congrès de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, du Québec et de la Colombie-Britannique un compte-rendu de son récent séjour en Haïti,



BERENICE CELEYTA – COLOMBIE.



APPUI À ABOUSFIAN ABDELRAZIK EN SASKATCHEWAN.



MARY LABANG, ASSOCIATION DES FEMMES KACHIN – BIRMANIE

où le SCFP et la Confédération des travailleurs des secteurs public et privé (CTSP) ont amorcé le projet de reconstruction des bureaux du syndicat.

Les campagnes d'appui à l'eau publique ont été au cœur de beaucoup de nos activités. De Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, les membres ont milité pour l'élimination de l'eau embouteillée dans nos milieux de travail et dans d'autres établissements publics. Ces efforts, directement liés au mouvement international de justice de l'eau, ont incité le Comité Justice mondiale de la Nouvelle-Écosse à envisager la réalisation d'un projet international sur l'eau.

Partout au pays, les délégués ont débattu et discuté de résolutions sur le projet d'accord économique et commercial

global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. Les militants du SCFP-Québec ont étroitement collaboré avec la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec à différents dossiers internationaux, dont la lutte contre l'AECG, qui est très dynamique au Québec.

En Ontario, le Comité Justice mondiale sensibilise les membres à de nombreux enjeux internationaux. Son dernier projet a été la tenue d'une conférence sur le secteur minier pour étudier les violations des droits de la personne et les problèmes d'environnement dans les régions du monde où les sociétés minières canadiennes sont installées.

Les membres du SCFP d'un océan à l'autre s'intéressent aux enjeux internationaux. Pour

certains, le travail de solidarité internationale permet d'aider des travailleurs, d'autres veulent en savoir plus sur des dossiers particuliers et connaître des travailleurs de pays étrangers. Grâce au travail international du SCFP, les membres bénéficient d'une occasion sans pareille de créer des liens avec d'autres travailleurs. Et nous savons que ces liens sont un élément essentiel pour remporter des victoires, tant au pays qu'ailleurs dans le monde.



ÉTAPES SUIVANTES



Un petit prix à payer pour la justice dans le monde

Le mouvement mondial en faveur de la justice sociale, économique et climatique inspire des millions de personnes du monde entier. Notre action collective au pays et ailleurs est critique, car nous avons d'énormes défis à relever pour obtenir la sécurité économique, défendre les droits de la personne et protéger notre environnement. Nous puisons notre espoir dans le courage de nos consœurs et confrères de tous les pays qui poursuivent leur lutte, en dépit de la répression et de la violence, pour une société juste et équitable.

Pour suivre le travail de justice mondiale du SFCP, vous pouvez vous abonner au bulletin de nouvelles Justice mondiale, à scfp.ca/justice-mondiale. Consultez régulièrement scfp.ca pour prendre connaissance des affichages Web sur tout un éventail d'enjeux internationaux.

L'appui au travail international et aux projets de solidarité du SFCP par l'entremise du Fonds Justice mondiale grandit. Grâce à ce soutien, nous pouvons jouer un plus grand rôle dans la lutte en faveur du changement. La solidarité internationale est cruciale dans la protection de la vie d'un travailleur et peut être l'étincelle qui allume l'engagement de millions d'autres.

Comme l'affirmait Nick Bonokowski, militant du SFCP-Saskatchewan, en parlant de la motion d'appui au Fonds Justice mondiale, « c'est un petit prix à payer – c'est moins cher qu'une tasse de café ». Il a ajouté que les membres pouvaient être très fiers du travail accompli par le SFCP pour la justice dans le monde.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
EST CRUCIALE DANS LA PROTECTION
DE LA VIE D'UN TRAVAILLEUR.



RASSEMBLEMENT DU SYNDICAT DES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX D'AFRIQUE DU SUD.

NOUS PUISONS NOTRE ESPOIR DANS
LE COURAGE DE NOS CONSCIEURS ET
CONFRÈRES DE TOUS LES PAYS QUI
POURSUIVENT LEUR LUTTE.

LISTE DES DONATEURS

Donateurs au Fonds Justice mondiale, d'avril 2010 à aujourd'hui

Agence canadienne de développement international (ACDI) par l'entremise du programme syndical de développement international du CTC

SCFP-National

SCFP-Saskatchewan

Membres et personnel du SCFP

Section locale 434 du SCFP, employés de la Ville de Timmins, Timmins, Ontario

Section locale 622 du SCFP, employés municipaux de Maple Ridge et Pitt Meadows, Maple Ridge, Colombie-Britannique

Section locale 865 du SCFP, employés de l'hôpital régional de Miramichi, Miramichi, Nouveau-Brunswick

Section locale 933 du SCFP, municipalité régionale de Cap-Breton, Sydney, Nouvelle-Écosse

Section locale 974 du SCFP, clinique communautaire de Saskatoon, Saskatoon, Saskatchewan

Section locale 1128 du SCFP, employés du secteur de la santé de Sussex, Sussex, Nouveau-Brunswick

Section locale 1174 du SCFP, services de police et de lutte aux incendies de la Ville de Summerside, Summerside, Île-du-Prince-Édouard

Section locale 1779 du SCFP, employés de la régie de la santé de East Prince, Summerside, Île-du-Prince-Édouard

Section locale 1860 du SCFP, employés de la Société de logement de Terre-Neuve-et-Labrador, St. John's, Terre-Neuve

Section locale 1870 du SCFP, employés de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard

Section locale 1876 du SCFP, foyer d'accueil communautaire de Northside, North Sydney, Nouvelle-Écosse

Section locale 1933 du SCFP, régie de la santé du district de South Shore, Lunenburg, Nouvelle-Écosse

Section locale 1979 du SCFP, STTP, syndicat des employés techniques, Ottawa, Ontario

Section locale 2114 du SCFP, bibliothèque publique de Lloydminster et Pioneer Lodge, Lloydminster, Alberta

Section locale 2153 du SCFP, ministère des Services à la famille et du Logement, Winnipeg, Manitoba

Section locale 2305 du SCFP, Association du logement communautaire métropolitain, Halifax, Nouvelle-Écosse

Section locale 2440 du SCFP, CUSO-VSO Canada, Ottawa, Ontario

Section locale 2774 du SCFP, employés du foyer de soins infirmiers d'Oakwood Terrace, Dartmouth, Nouvelle-Écosse

Section locale 2938 du SCFP, employés de la division scolaire de Seven Oaks, Winnipeg, Manitoba

Section locale 3008 du SCFP, association Resi-Care du Cap-Breton, Sydney, Nouvelle-Écosse

Section locale 3008-01 du SCFP, conseillers des maisons de transition de Cap-Breton, Sydney, Nouvelle-Écosse

Section locale 3067 du SCFP, employés de la maison d'accueil New Dawn, Sydney, Nouvelle-Écosse

Section locale 3260 du SCFP, aides à l'enseignement et travailleurs des services aux jeunes de l'Î.-P.-É., Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard

Section locale 3479 du SCFP, employés du collège de North Island, Courtenay, Colombie-Britannique

Section locale 3963 du SCFP, employés de la coopérative de santé de Prince Albert, Prince Albert, Saskatchewan

Section locale 4250 du SCFP, Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec, Montréal, Québec

Section locale 4777 du SCFP, employés de la régie de la santé régionale de Prince Albert Parkland, Prince Albert, Saskatchewan

Section locale 5111 du SCFP, régie régionale de la santé de Prairie North, North Battleford, Saskatchewan

Section locale 8443 du SCFP, employés du conseil de l'éducation du district scolaire n° 13 de Saskatoon, Saskatoon, Saskatchewan

Membres du Comité Justice mondiale et substituts, 2010

William Sheppard, Terre-Neuve-et-Labrador, section locale 569

Jonathan Fourdraine, Nouvelle-Écosse, section locale 1933

Maciej (Matthew) Zawadzki, Île-du-Prince-Édouard, section locale 1870

Serge Landry, Nouveau-Brunswick, section locale 2079

Ginette Paul, Québec, section locale 2000

Edgar S. Godoy, Ontario, section locale 2191

Ilian Burbano (substitut), Ontario, section locale 3393

Marian White, Île-du-Prince-Édouard (CUSO-VSO), section locale 2440

Rosa Candia, (substitut), Ottawa (CUSO-VSO), section locale 2440

Miriam Cristina Palacios, (Oxfam), section locale 2722

Bill Hynd, (substitut) Oxfam, section locale 2722

Barbara Wood, (CoDev), section locale 1004

Sue Roth, Manitoba, section locale 1063

Vickie Angell-Scheler, Saskatchewan, section locale 5111

Mike McCann, Alberta, section locale 30

Ernie Jacobson, (substitut) Alberta, section locale 3911

Doug Sprenger (coprésident), Colombie-Britannique, section locale 951

Alexandra Youngberg, (substitut) Colombie-Britannique, section locale 391

Carol Bunch, Syndicat des employés d'hôpitaux

Jacqueline Zilkie, (substitut) Syndicat des employés d'hôpitaux

Karène Benaba, Québec, Division du transport aérien, section locale 4041

Mark Hancock, liaison avec le Conseil exécutif national

Rhonda Spence, personne-ressource



scfp.ca/justice-mondiale